ASSEMBLÉE NATIONALE

1er mars 2025

VISANT À SORTIR LA FRANCE DU PIÈGE DU NARCOTRAFFIC - (N° 907)

Rejeté

AMENDEMENT

N° CL408

présenté par

M. Amirshahi, Mme Balage El Mariky, Mme Regol, M. Duplessy et M. Iordanoff

ARTICLE 9

I. – Supprimer les alinéas 2 à 7, 14 à 19, 24 et 25, 29 et 30, 34 et 35, 38 et 39, 46 et 47.

II. – En conséquence, après l'alinéa 12, insérer l'alinéa suivant :

« – aux deuxième et troisième alinéas, après le mot : « participation », sont insérés les mots : « directe ou indirecte et l'appartenance » ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Écologiste et Social vise à supprimer le délit d'appartenance à une organisation criminelle dont les contours imprécis ne permettent pas de la distinguer clairement de l'infraction d'association de malfaiteurs ou de la circonstance aggravante de bande organisée. L'infraction envisagée reprend d'ailleurs quasi mot pour mot la définition jurisprudentielle de la bande organisée. Dès lors, cette infraction apparaît superfétatoire, notre droit pénal disposant déjà d'un arsenal répressif suffisant pour sanctionner les membres d'une organisation criminelle.

Ce délit, issu des recommandations de la commission d'enquête sénatoriale, viserait à pallier certaines limites de l'infraction d'association de malfaiteurs jugée insuffisante pour appréhender pleinement les narcotrafiquants, en particulier ceux qui opèrent au plus haut niveau.

Or, l'infraction d'association de malfaiteurs est en réalité très large. Elle englobe aussi bien le cofondateur d'un groupe criminel ayant participé à la plupart de ses projets que le délinquant plus marginal qui rallie tardivement l'organisation. De plus, la jurisprudence établit que l'association de malfaiteurs n'exige pas, comme élément constitutif, que les individus aient formé le dessein de commettre un crime déterminé de manière précise.

Plutôt que d'introduire une infraction redondante, il apparaît donc plus pertinent de modifier l'infraction d'association de malfaiteurs afin d'y inscrire explicitement que la participation à une telle organisation, qu'elle soit directe ou indirecte, ainsi que la simple appartenance, peuvent fonder une condamnation.